

Yves Bertoncini: «Les députés européens sont sous pression»

UNION EUROPÉENNE

Jeudi 03 juillet 2014 [Ram Etwareea](#)



(Reuters)

Les 751 élus du Parlement européen, dont près de la moitié sont des nouveaux, ont commencé leur mandat de cinq ans. Selon Yves Bertoncini de Mon Europe-Institut Jacques Delors, le nouveau Parlement est marqué par d'importantes lignes de fracture

Face à une présence renforcée d'eurosceptiques, une coalition PPE-socialistes entend assurer une majorité stable durant le mandat de cinq ans du nouveau Parlement européen. Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe-Institut Jacques Delors, un think tank basé à Paris et à Berlin, analyse les premiers actes.

Le Temps: Craignez-vous que la nouvelle législature soit plus difficile que la précédente?

Yves Bertoncini: La précédente législature avait débuté en pleine crise de la zone euro. La présente sera tout aussi difficile parce que cette même crise a créé beaucoup de fractures et des attentes contradictoires: une Europe se plaint de trop d'austérité et une autre estime qu'il y

a trop de laxisme dans la gestion des finances publiques; un camp ne veut pas d'accord transatlantique de libre-échange alors que l'autre y voit une belle opportunité de croissance; une Europe réclame une politique migratoire commune tandis que l'autre veut fermer les frontières. Ces lignes de fracture sont bien représentées au sein de l'hémicycle. Les députés européens sont d'ores et déjà sous pression.

– La démocratie européenne sort-elle renforcée du fait que le Conseil européen a respecté les résultats des élections pour nommer le président de la Commission?

– Du point de vue parlementaire, c'est très positif. Le nouveau président de la Commission aura une double légitimité. Les partis avaient présenté des têtes de liste dans l'optique que le vainqueur soit nommé à ce poste. Il y avait des doutes sur le système du fait que c'était la première fois qu'il était appliqué. Il n'est toutefois pas certain que les citoyens aient vraiment voté pour Jean-Claude Juncker ou Martin Schulz. Les votes portent surtout sur des enjeux nationaux.

– Comment interprétez-vous la déclaration du Conseil qui dit qu'il souhaite revoir la procédure pour cette nomination?

– Mais le Conseil a aussi déclaré que toute décision doit être prise dans le respect des traités. L'Union ne fonctionne pas «à la Westminster» où l'éventuel premier ministre doit être candidat aux élections et doit constituer une majorité pour former un gouvernement. C'est imaginable qu'une partie du Conseil ait senti qu'on lui a forcé la main mais les principales formations politiques avaient bien participé au choix des têtes de liste. Les conservateurs britanniques n'ont pas eu leur mot à dire du fait qu'ils avaient quitté le groupe du Parti populaire européen.

– Croyez-vous que le Conseil regrette les pouvoirs accrus du Parlement?

– Il est possible que le Conseil réalise que sa marge de manœuvre est désormais limitée mais il a accepté de respecter l'esprit des traités. Cette fois-ci, ce n'est pas si difficile d'accepter un Juncker qui fait partie de la droite mais qui est aussi acceptable pour la gauche. Que se passera-t-il lorsqu'un candidat de gauche sera désigné par les urnes, mais jugé inacceptable par la droite et vice versa?

– La coalition centre droit, centre gauche et libéraux au Parlement n'est-elle pas synonyme de partage du «gâteau» entre les grands?

– C'est le résultat d'un vote démocratique à la proportionnelle qui a deux conséquences. Primo, les petits partis sont bien représentés. Secondo, c'est difficile de constituer une coalition exclusive de gauche ou de droite, ce qui oblige les différents courants politiques à s'entendre. Par ailleurs, la logique de coalition n'empêche pas les affrontements d'idées.

– Craignez-vous que le renforcement des forces eurosceptiques ralentisse, voire paralyse, le Parlement?

– Paralyser, en tout cas, non. Ralentir, peut-être par des coups d'éclat tels qu'on les a vus lors de la séance inaugurale, mardi. Le plus inquiétant est qu'outre le fait que les médias leur accordent beaucoup d'importance, les idées de Marine Le Pen et de Nigel Farage se retrouvent dans les discours des principaux courants politiques. Au Royaume-Uni, le parlement ne compte aucun élu de l'UKIP, mais ses idées sur la libre circulation et la politique migratoire sont reprises par le premier ministre, David Cameron. En France, le Front national critique une Europe trop intrusive; ce discours a été repris par François Hollande au lendemain des élections européennes.

– Le taux de participation au scrutin européen de fin mai a été relativement élevé alors qu'on craignait une désaffection pour les institutions européennes. Que peut faire le Parlement pour retenir cette confiance?

– Le taux d'abstention n'est pas plus important qu'aux Etats-Unis ou en Suisse. En Europe, il n'est pas la traduction d'un manque de confiance, mais relève d'un problème de proximité. A mon avis, le Parlement doit donner des impulsions en faveur de la relance économique ainsi que du renforcement de la place de l'Europe dans le monde. Il doit arrêter d'adopter des multitudes de résolutions, surtout là où il n'a aucun pouvoir.